

et urbaines, où se trouve une minorité de leur population. Deux milliards et demi des habitants les plus pauvres de la terre, dont la grande majorité vit dans des régions rurales, sont tributaires, pour presque tous leurs besoins en énergie, du bois, des résidus agricoles et du fumier, c'est-à-dire des combustibles dits non commerciaux.

La recherche énergétique dans les pays en développement, effectuée à leur intention, présente par conséquent un défi de taille. Il est vrai, aussi, que le plus gros de cette recherche s'accomplit dans les pays industrialisés et vise leurs besoins précis. Ainsi, on compte très peu de travaux de nature à répondre immédiatement aux besoins restreints, à caractère rural, des pays en développement. Et, parce que les techniques d'exploitation des sources d'énergie renouvelables représentent un domaine d'activité récent, qui vient à peine de dépasser le stade de la gestation, il subsiste encore bien des interrogations au sujet de leur application éventuelle aux pays en développement. Une somme de travail immense s'impose au chapitre des techniques qui pourraient éventuellement être mises en oeuvre dans les pays les plus pauvres.

Appui à la recherche énergétique

Aussi, l'une des nouvelles initiatives du gouvernement du Canada — je vous en donne la primeur ici aujourd'hui — consiste à augmenter de 10 millions de dollars son appui à la recherche énergétique intéressant les pays en développement. Nous allons mettre ce montant à la disposition de notre Centre de recherches pour le développement international afin qu'il puisse élargir son programme d'activité dans ce domaine.

Le Centre effectuera ces travaux de recherche principalement dans les pays en développement, ce qui aidera ceux-ci à mieux évaluer leurs propres options. Il aura pour mission de travailler, avec les gouvernements des pays concernés, à l'élaboration de politiques énergétiques techniquement solides et adaptées précisément aux besoins de ces derniers. Le programme mettra l'accent sur le recours aux ressources indigènes pour la résolution des problèmes énergétiques locaux. Son effet se fera sentir surtout dans les pays les moins avancés.

Le Canada met en outre sur pied un programme doté d'un fonds initial de 5 millions de dollars destiné à encourager les sociétés du secteur privé à adapter les nouvelles techniques d'exploitation de l'énergie aux besoins du développement. Un grand nombre de nos sociétés les plus ingénieuses et les plus innovatrices sont trop petites pour faire ce travail seules. Nous voulons par conséquent les aider à exporter leurs techniques aux pays en développement.

Aide à l'Afrique

J'ai par ailleurs le plaisir d'annoncer que le Canada affectera également un montant de 25 millions de dollars au titre d'un besoin particulier des pays africains, surtout dans la région du Sahel. Ce montant s'ajoutera aux crédits déjà prévus au poste de l'aide bilatérale.

Le besoin auquel je fais allusion découle de l'empiètement constant du désert sur les terres qui étaient auparavant arables. La diminution de la production alimentaire et l'augmentation des importations de nourriture qui en ont résulté ont réduit d'autant la capacité des pays en question d'importer l'énergie dont ils ont besoin. Ainsi, l'énergie nécessaire à la production agricole leur faisant défaut, le désert poursuit son avance sur leur territoire, et le cercle vicieux persiste. Or, la contribution du Canada